

Subsides

consommateur et du producteur reflétait une pénurie mondiale de bétail. Je suis convaincu que bien des gens se sont trompés à ce sujet. Mais les complications les plus graves sont nées d'une suite de décisions politiques mal inspirées de la part du Canada et des États-Unis. Je songe ici, par exemple au programme canadien de réduction des emblavures, à la politique de contrôle américaine qui s'est appliquée au bétail et au bœuf pendant six semaines après la suspension de tous les autres contrôles, à la politique canadienne de soutien du bœuf par une subvention de 7 cents, et aussi à plusieurs mesures graves et successives de contrôle frontalier, prises par repréailles par les deux pays.

Le gouvernement a mis au point sa prétendue formule de stabilisation du prix de divers produits, dont ceux de l'élevage, et il est maintenant manifeste que la stabilisation du prix de la viande organisée par le bill C-50 est loin d'être un panacée, comme le ministre et certains de ses collègues du cabinet aimeraient nous le faire croire. Le débat en cours dans l'industrie de l'élevage porte essentiellement sur les régimes provinciaux d'assurance du revenu, la gestion de l'offre et le concept d'un marché nord-américain, les propositions de stabilisation des prix servant de principal trait d'union. Depuis un an environ, le ministre de l'Agriculture, et au moins quelques provinces, font évoluer le concept du blocage des pertes préconisé par le ministre vers une formule de revenu garanti ou de niveau d'encouragement. N'oublions pas ce qu'est le blocage des pertes. C'est un prix de soutien au niveau de 90 p. 100 du prix moyen du marché pendant les cinq années précédentes, plus un indice du coût de production. Le ministre semble maintenant soutenir un niveau supérieur à 90 p. 100, comme en font foi les 100 p. 100 utilisés pour son prix de soutien de \$43.94 pour les bovins engraisés durant les quatre derniers mois et demi de 1975. En passant, ce niveau était justement de 26 cents les cent livres inférieur au prix moyen de \$44.20, payé effectivement de sorte qu'il n'y a naturellement pas eu de décaissement.

Le ministre a annoncé qu'il y aurait encore un prix de soutien pour les bovins engraisés en 1976, mais il refuse de dévoiler le prix et il a laissé entendre qu'il ne sera peut-être pas rendu public avant la fin de l'année. Ce que nous savons cependant, par suite de ma question au *Feuilleton*, c'est qu'au 31 décembre 1975, la moyenne des cinq années précédentes pour les bovins engraisés était de \$40.60 les cent livres. Bien entendu, ce prix n'est pas rajusté pour tenir compte du facteur du pourcentage ni du facteur du coût de production.

Passons maintenant aux veaux et à la possibilité d'un programme de stabilisation pour les naisseurs. Il y a, selon moi, des indices certains qu'il n'y aura pas de tel programme. Le prix moyen du marché des cinq années précédentes—c'est-à-dire pour le dernier trimestre de chaque année—au 31 décembre 1975, était de \$40.39, là encore, sans tenir compte du pourcentage ni du coût de production. Le niveau de \$40.39 est, à mon avis, la véritable raison pour laquelle le ministre ne veut pas instaurer un régime de stabilisation des prix des veaux, puisque le prix moyen réel des veaux, même avec un accroissement modéré pour le pourcentage et le coût de production, ne serait pas politiquement acceptable à l'heure actuelle pour les naisseurs au Canada.

Il existe deux autres motifs importants qui expliquent l'absence de programme de naissance. D'abord, divers programmes de naissance sont actuellement en vigueur dans six provinces canadiennes, s'appliquant à la majorité du bétail au Canada. Deuxièmement, le programme de nais-

sage ne reçoit pas suffisamment de crédits fédéraux ni assez d'appui de la part du cabinet, surtout en période d'austérité. Bien entendu, toutes ces considérations ne sont pas d'un grand réconfort pour les naisseurs qui n'ont même pas recouvré leurs frais depuis un an et demi, et je ne l'oublie pas. En toute honnêteté, nous devons reconnaître que la raison pour laquelle le naissance est dans une période de marasme, c'est qu'on a élevé trop de vaches au Canada et aux États-Unis depuis sept ou huit ans, à quoi il faut ajouter, je le répète, le prix élevé des provendes.

● (1720)

Pourtant, après une période de troubles dus à l'ingérence politique tant au Canada qu'aux États-Unis, le libre marché du bétail s'est maintenant redressé. Les indices ont clairement indiqué que les vaches sont trop nombreuses, et on a déjà commencé à en réduire le nombre. J'ai signalé que le nombre de veaux nés en 1976 baissera sans doute de 4 p. 100. Les éleveurs ont connu une période pénible lorsqu'ils ont dû réduire le nombre de leurs génisses, mais pour être honnêtes, nous devons aussi admettre qu'il y a de nouveaux producteurs—je ne veux pas dire par là qu'ils soient jeunes—qui se sont mis à élever du bétail alors qu'ils n'étaient pas taillés pour cela.

Devrait-on continuer à subventionner ces agriculteurs marginaux ou les encourager à poursuivre leurs activités? J'estime que non.

Je le répète, le libre marché du bétail fonctionne bien, et j'en dirais autant de tout le marché nord-américain. Il y a plusieurs semaines, le ministre a bien précisé, lors d'une réunion à Strathroy, en Ontario, qu'on ne peut contrôler le volume des importations en provenance des États-Unis que par une gestion de l'offre. A ce moment-là, les importations de bétail étaient élevées, allant jusqu'à 8,000 têtes par semaine alors que les chiffres pour la semaine dernière étaient d'environ 1,900 bovins de boucherie et 1,200 veaux de boucherie. J'estime que le ministre ne nous a fait voir alors qu'un côté de la médaille.

Voici les totaux cumulatifs des échanges avec les États-Unis du 1^{er} janvier jusqu'à la semaine se terminant le 10 mai, soit la dernière semaine pour laquelle nous ayons des données. Au cours de cette période, le Canada a exporté 11,840 têtes de bétail vers les États-Unis et importé quelque 60,320 bovins de boucherie, plus 19,238 veaux de boucherie, soit en tout 79,558 têtes. Le Canada a exporté, au cours de la même période, 30 millions de livres de bovins abattus vers les États-Unis et en a importé 8.6 millions de livres. Ces 8.6 millions de livres représentent 1.2 million de livres de plus par rapport à la période correspondante de l'année dernière, mais l'ensemble des importations de bovins abattus est en hausse de quelque 23 p. 100. La majeure partie de ces importations proviennent, bien sûr, de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande. Il reste que le Canada a un important avantage commercial sur les États-Unis, tant en dollars qu'en nombres. Il ne faut pas négliger ou oublier que pendant les quatre derniers mois et demi de 1975, les États-Unis ont reçu du Canada environ 100,000 vaches vivantes, ce qui n'a pas beaucoup plu aux éleveurs américains, mais a sensiblement raffermi le marché canadien pour les 800,000 autres vaches vendues au Canada. Le marché nord-américain du bétail et du bœuf demeure le seul marché à long terme pratique dont dispose l'industrie canadienne, que nous soyons importateurs nets ou exportateurs nets de bétail et de bœuf.

Lorsque nous sommes des importateurs nets, comme ce fut le cas depuis 7 ou 8 ans, les États-Unis sont notre seule source de bétail vivant et de bœuf frais; lorsque nous ne